

# Une crise, oui mais de quoi ?

La crise révèle nécessairement un dysfonctionnement, mais de quoi? La réponse à cette interrogation est de caractère hautement idéologique, même si on peut la noyer de considérations techniques. ❶

La crise apparaît dans la sphère financière de l'économie. C'est un krach boursier, avec des faillites bancaires, des chutes des cours de devises... Mais est-ce un phénomène purement financier ou est-ce, en réalité, le révélateur de problèmes beaucoup plus larges? Question loin d'être innocente. Car si on s'arrête à la première réponse, les mesures proposées pour résoudre l'affaire porteront sur une meilleure régulation financière, laissant en grande partie le reste de l'économie intact. En revanche, si on pense à

**LA CRISE ÉCONOMIQUE ACTUELLE EST NÉE DANS LA SPHÈRE FINANCIÈRE. MAIS EST-CE LÀ SA RÉELLE ORIGINE? NOUS NE LE PENSONS PAS. DANS CE DOSSIER, TROIS ÉCONOMISTES NOUS DONNENT UNE AUTRE VERSION DE L'HISTOIRE, AUX RACINES BIEN PLUS PROFONDES.**

**/ Henri Houben**  
Economiste, Attac Bruxelles-1

pour ce qui concerne la récession. La crise du capitalisme ne peut être surmontée que par une sortie du système, l'avènement d'une autre société.

Voilà de quoi inquiéter tous ceux qui vivent et profitent de ce capitalisme et susciter une analyse

qu'a connue le secteur immobilier, notamment aux Etats-Unis, puis sa retombée tout aussi dramatique. Souvent intéressantes pour détailler les événements qui se sont déroulés depuis quelques mois, mais typiques de ce qui émane des organisations gouvernementales (ou institutions internationales officielles comme le Fonds monétaire international), ces explications coupent évidemment les difficultés de l'immobilier de tout l'enchevêtrement de crises qui se succèdent depuis les années 70.

Et pourtant cet enchaînement existe bel et bien: dévaluation du dollar (1971-1973), augmentation des prix du pétrole (1973 et 1979), chute des Bourses (1973-1974), hausse des taux d'intérêt réels (à partir de 1979), transformation de l'économie

américaine pour en faire le poumon qui absorbe à la fois les marchandises et les capitaux du monde entier (à partir de 1986), non-remboursement de la dette par le Mexique (1982), le Brésil (1983) et l'Argentine (1984), provoquant cette année-là la faillite d'une grande banque américaine, la Continental Illinois, effondrement des caisses d'épargne aux Etats-Unis (1989-1991), nouvelle récession mondiale avec ses conséquences monétaires en Europe (1991-1993), stagnation du Japon, l'économie industrielle la plus dynamique jusqu'alors (à partir de 1989), chute du peso mexicain (1994-1995), crise asiatique (1997) suivie des difficultés en Russie, puis au Brésil et enfin en Argentine, entraînant la faillite du fonds LCTM aux Etats-Unis qui aurait pu entraîner l'ensemble

**LA CRISE DU CAPITALISME EST L'OCCASION RÊVÉE DE DISCUTER D'UNE RÉELLE ALTERNATIVE SOCIÉTALE.**

une mise en cause plus générale, ces propositions de contrôle (qui peuvent être en soi nécessaires et justifiées) seront inutiles, du moins

qui limitera donc les causes des problèmes à la sphère financière. C'est pourquoi on voit fleurir des études qui montrent l'euphorie



→ aurait pu dire le plus bel homme aussi, car c'est le même processus. Seulement, les participants gagnent s'ils donnent le nom de l'heureuse élue. Dans ces conditions, les spéculateurs ne s'intéressent plus à trouver la plus belle, mais celle qui sera désignée par ses pairs. Ce qui va fausser le résultat final. Ceci dit, les théories qui mettent l'accent sur la spéculation n'arrivent cependant pas à expliquer l'origine de ces irrationalités prétendument stupéfiantes. Car la spéculation amplifie un mouvement, elle ne le crée pas.

Par exemple, George Soros fut accusé d'avoir fait plonger la lire italienne et la livre anglaise en 1993, quand il était à la tête de son Quantum Fund (domicilié aux Antilles néerlandaises). Pourtant, il avait expliqué qu'il n'avait simplement fait que suivre les avis de la Bundesbank, la Banque centrale allemande, toute puissante à l'époque. Celle-ci avait affirmé publiquement qu'elle soutiendrait le franc français dans ses déboires, mais pas la livre ni la lire. Dans l'affaire, Soros avait gagné quelque 1,1 milliard de dollars. De même, lors de la crise asiatique, il

avait été pris à partie par le Premier ministre malaisien de l'époque, Mahathir bin Mohamad, pour avoir joué contre le ringgit, le faisant plonger dramatiquement durant l'été 1997. L'homme d'affaires avait répliqué qu'il n'était même plus à la tête de son fonds d'investissement et qu'il avait perdu de l'argent dans cette crise.

Tout cela pour dire qu'il est abusif d'affirmer que Soros est à l'origine des mouvements spéculatifs sur les monnaies. En revanche, il est incontestable qu'il en profite et qu'il peut précipiter des événements, qui sans doute auraient eu lieu de toute façon. Accuser la spéculation peut apparaître une attitude de gauche, mais cela ne va pas au fond des choses.

### DÉRÈGLEMENTEZ, IL EN RESTERA TOUJOURS QUELQUE CHOSE

Autre explication, fort prisée dans les mouvements altermondialistes: l'enchaînement actuel des crises provient de la déréglementation financière, amorcée dans les années 70 et développée largement au cours des deux décennies suivant

tes. Ici, l'alternative en est même quasi tautologique: revenons-en aux "bonnes années" où il y avait encore une forte réglementation et un important contrôle public. Comme s'il n'y avait pas eu de récession durant ces fameuses "Trente Glorieuses"!

De nouveau, on ne peut qu'être sidéré par la faiblesse de l'analyse. Car la déréglementation ne crée rien en soi, elle offre des possibilités. Que ce soit une chimère en matière d'efficacité économique est une chose, qu'elle soit à l'origine des crises en est une autre. Paradoxalement d'ailleurs, les secteurs touchés par le krach immobilier actuel sont ceux qui subissent les contrôles subsistants les plus importants de la part des autorités publiques: les milieux des banques commerciales, les banques d'affaires et les crédits hypothécaires garantis.

On ne peut que souhaiter une meilleure réglementation financière (et pas seulement financière). L'économie est affaire trop essentielle dans la vie des gens que pour la laisser à des fonds spéculatifs, à des joueurs de Monopoly, à des

capitalistes avides de rentabilité et de puissance. Mais, dans les crises, la dérégulation se limite à amplifier un mouvement déjà existant ou à laisser une possibilité pour un acteur de s'y engouffrer et d'engendrer ainsi une bulle spéculative. Mais, même dans ce dernier cas, si la porte avait été fermée (ce que réclament les altermondialistes), l'investisseur audacieux aurait choisi un autre domaine pour ses placements aventureux. Car il y en a toujours d'autres: au XVIIIème siècle, on spéculait sur le prix des tulipes.

Voilà donc trois explications, très prisées en ce moment, qui ne permettent pas une explication fondamentale, sérieuse et plausible de la récession actuelle et l'enchevêtrement des booms et des krachs depuis les années 70. Or, cela devrait interpellier les gens, en particulier les altermondialistes. Car la crise ne concerne pas que les économistes. C'est l'avenir de la planète qui est en jeu. Et, sans faire de concurrence entre thèmes d'actualité, de façon plus urgente encore que le réchauffement climatique ou les trous dans la couche d'ozone.

## Pour approfondir la réflexion

### CONVERGENCES

**RJF LE RÉSEAU POUR LA JUSTICE FISCALE** (RJF) organise le 14 février une matinée de réflexion sur une "sortie de crise". L'idée est de "mettre en commun les analyses et remèdes à moyen et long terme préconisés par les forces progressistes de Wallonie et de Bruxelles" (syndicats, mouvements et associations membres du réseau pour la justice fiscale). Le but est "d'établir des convergences sur des propositions que nous pourrions défendre ensemble", afin de reprendre l'offensive face au système financier et à la méfiance qu'il suscite aujourd'hui. Une initiative similaire a lieu le même jour du côté néerlandophone, pilotée par le FAN (Financieel Actie Netwerk, le pendant néerlandophone du RJF).

**CONVERGENCES POUR UNE SORTIE DE CRISE. SAMEDI 14 FÉVRIER, DE 9H À 13H, FGFB, 42 RUE HAUTE À 1000 BRUXELLES. CONTACT: DANIEL PUISSANT, 04/254.88.96, 04/252.85.94, PUISSANTD@GMAIL.COM**

### CAMPAGNE

**FGTB FACE AUX CRISES**, la FGFB wallonne veut rassembler acteurs syndicaux, membres d'associations, d'ONG, d'organisations de gauche... pour dénoncer "ensemble" le système économique dominant, le capitalisme, responsable des crises que nous connaissons. Des fiches de réflexion ainsi que d'autres documents seront bientôt disponibles sur le site internet [www.contre-attaque.be](http://www.contre-attaque.be) (en construction à l'heure où nous écrivons ces lignes). Les instances de la FGFB wallonne se prononceront le 22 janvier sur la synthèse entre ces fiches et les réactions qu'elles ont suscitées lors d'une première discussion publique le 15 décembre dernier, avant de lancer effectivement la campagne sur les axes et les revendications qui auront été retenus.

### FINANCIARISATION

**CSC UNE ÉVOLUTION FONDAMENTALE.** Dans ce dossier, Olivier Derruine (ancien du service d'étude de la CSC) décortique la financiarisation de l'économie, pour partie à l'origine de la crise actuelle. Il en expose les rouages et l'importance, sous-estimée, montrant au passage comment l'Europe s'est

alignée sur les standards des Etats-Unis. Plutôt technique, l'ouvrage ne parle pas tant de la crise actuelle que des évolutions qui l'ont préparée.

**VERS UN CAPITALISME CASINO. INTRODUCTION À UN NOUVEAU DÉFI SYNDICAL. DOSSIER N° 5 DU SERVICE D'ÉTUDE DE LA CSC, CHAUSSÉE DE HAECHT 579, 1031 BRUXELLES, WWW.CNE-GNC.BE/--DOSSIERS/NOVEMBRE08/DOCUFINANCE/DOSSIERCSC.PDF**



## SORTIR DE LA SOCIÉTÉ DES RENTIERS

Au cœur de la crise économique et financière, il y a le problème de la production et de la répartition des richesses entre pans de la population au sein de chaque pays mais aussi au niveau mondial. Notons au passage qu'il y a parmi les économistes un courant de pensée qui ne parle que de répartition inégalitaire des richesses. Mais c'est une illusion et une absurdité de croire que cette répartition est indépendante de la place que les gens occupent dans le processus de production. En gros, ce sont les détenteurs de capitaux qui s'enrichissent et les salariés qui ne le font pas, voire s'appauvrissent même. Comme l'écrivaient Marx et Engels, dans une sentence certes trop synthétique, mais combien d'actualité (qu'on devrait souvent rappeler): "dans cette société, ceux qui travaillent ne gagnent pas et (...) ceux qui gagnent ne travaillent pas".

A partir des années 70, en restaurant les bénéfices, les revenus et le patrimoine des détenteurs de capitaux, qui avaient été attaqués par les revendications des salariés, du tiers-monde, du camp socialiste... les capitalistes et leurs alliés ont favorisé la consommation des ménages aisés aux Etats-Unis (principalement, mais ailleurs aussi). Ce faisant, ils ont créé une situation inédite dans l'histoire récente. L'économie la plus puissante, au lieu d'être créditrice et fournir au reste du monde les marchandises et les capitaux, les attire chez elle. C'est dans ce cadre que les dérèglementations financières (et autres) ont pris cours: il fallait fournir ces avoirs, que ce soit à partir de la spéculation ou d'autres moyens, aux gens les plus riches de la terre.

Cependant, cela engendre un mécanisme à chaque fois plus disproportionné. Par rapport aux travailleurs, la part de leurs revenus que les "riches" consacrent à la consommation est modérée. Ils



affectent l'essentiel de leur argent à des placements. S'ils reçoivent davantage, ils ne vont donc pas tirer l'économie. En revanche, ceux qui consomment, à savoir les "pauvres", n'ont pas les moyens de le faire, d'autant qu'eux obtiennent de moins en moins. Il faut donc qu'ils s'endettent pour assurer un niveau

de consommation sans cesse croissant et assurer la progression économique mondiale.

### ABOUTISSEMENT LOGIQUE

Jusqu'au moment où toutes les innovations et trucages financiers étant épuisés, les organismes prêteurs se disent qu'ils ne recou-

vreront pas le paiement de leurs créances et exigent les remboursements à des personnes qui ne peuvent pas payer. C'est ce qui se passe maintenant dans l'immobilier (mais qui aurait pu arriver précédemment à propos d'un autre secteur). Et c'est la crise.

Il est clair qu'avec une telle analyse, on ne peut que souligner le lien étroit qu'il y a entre le but du système capitaliste (à savoir l'enrichissement d'une poignée de détenteurs de capitaux) et la récession. Celle-ci est l'aboutissement logique et nécessaire du développement normal (et non spéculatif ou irrationnel) du capitalisme. On ne peut donc pas la résoudre dans le système même. C'est une illusion. Même si on peut vouloir que les salariés, pensionnés, chômeurs, etc., ne soient pas ceux à qui on fera payer les pots cassés (comme les gouvernants le demandent habituellement). Ou qu'il y ait davantage de régulation publique à tous les niveaux.

C'est pourquoi la crise du capitalisme est l'occasion rêvée de discuter d'une réelle alternative sociale, tout en luttant pour empêcher les pertes d'emploi, les nouvelles baisses du pouvoir d'achat, les dégradations de conditions de travail, etc. Ne ratons pas cette opportunité! ■

❶ C'est d'ailleurs un moyen courant pour faire croire aux gens que le débat n'est qu'une affaire de spécialistes.

❷ De décembre 2002 à mai 2004, soit durant 18 mois, le taux d'intérêt pratiqué par la Federal Reserve (et auquel les banques privées peuvent s'approvisionner en fonds) s'élevait à 1%.

❸ Nom donné par l'économiste français libéral Jean Fourastié à la période 1945-1975.

❹ Maximum 10% de la population dans un pays comme les Etats-Unis.

# Crise de la répartition primaire et pauvreté

► Comment expliquez-vous la crise financière et économique actuelle? Y voyez-vous un lien avec la pauvreté croissante dans nos pays?

**OLIVIER HUBERT:** Ma thèse, c'est que la cause de la crise actuelle se trouve dans l'endettement excessif des ménages. Et l'origine de ceci, c'est la baisse de la part salariale dans le PIB, qu'on observe dans tous les pays occidentaux depuis 20 ou 30 ans. Il apparaît même aujourd'hui une épargne négative: des personnes sont obligées de s'endetter pour consommer, voire tout simplement pour survivre. L'endettement des acteurs privés (ménages + entreprises) a triplé depuis les années 60. La titrisation des "subprimes" aux Etats-Unis n'a jamais fait que déplacer le phénomène dans un secteur particulier de la sphère financière. On a simplement déplacé et diffusé le risque. La bulle aurait de toute façon éclaté à un moment ou à un autre.

Pour comprendre ceci, je me base sur les analyses de Patrick Arthus (auteur entre autres de "Le capitalisme est en train de s'autodétruire"). Il cite 4 conditions pour une croissance sans hausse de l'endettement, qui est la seule croissance soutenable, puisque l'endettement doit toujours bien être remboursé un jour, et donc va peser à un moment ou un autre sur la demande et donc la croissance future. Un: des taux d'intérêt faibles, voire négatifs, parce que l'inflation diminue la valeur des dettes et facilite donc leur remboursement. Deux, des entreprises profitables avec un taux d'autofinancement important. C'est l'inverse de ce qui se

**POUR OLIVIER HUBERT, LA CAUSE DE LA CRISE EST CLAIREMENT À CHERCHER DANS LA RÉPARTITION INÉGALITAIRE DES REVENUS. S'ATTAQUER À CE PROBLÈME EST AUSSI LA SEULE FAÇON DE LUTTER CORRECTEMENT CONTRE LA PAUVRETÉ.**

**Olivier Hubert, économiste, coauteur de "L'anticapitalisme démocratique"**   
Propos recueillis par Jean-Marie Coen

passé aujourd'hui avec les rachats d'actions propres et l'endettement excessif des entreprises. On voit d'ailleurs que l'investissement diminue, de même que le taux d'accumulation du capital. Trois, des gains de productivité et des augmentations salariales. Aux Etats-

15% de l'emploi dans l'industrie. Au Royaume-Uni cette baisse a été de 20%, et de 10% dans la zone euro. Ce sont des chiffres énormes. Et ils concernent souvent une population peu à moyennement qualifiée. Où les retrouvent-on? Dans les filières d'emplois précaires,

travail souvent à temps partiel, les travailleurs plus dispersés donc moins bien défendus. C'est une des causes de la crise actuelle.

Je suis très inquiet de ce phénomène de transformation des emplois industriels vers des emplois précaires. Il prend de l'ampleur, on devrait essayer de l'enrayer. Les écologistes préconisent par exemple le transfert de l'industrie lourde vers des "emplois verts". Ce qui m'inquiète encore plus, c'est que les décideurs ne semblent pas voir ce problème majeur d'insuffisance des revenus. Ils veulent poursuivre dans la voie de la flexibilité du marché du travail et de la modération salariale...

**LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, C'EST UN EMPLÂTRE SUR UNE JAMBE DE BOIS.**

Unis on a vu ces dernières années des secteurs où les salaires réels ont baissé! Quatre, un déficit public pour soutenir la demande.

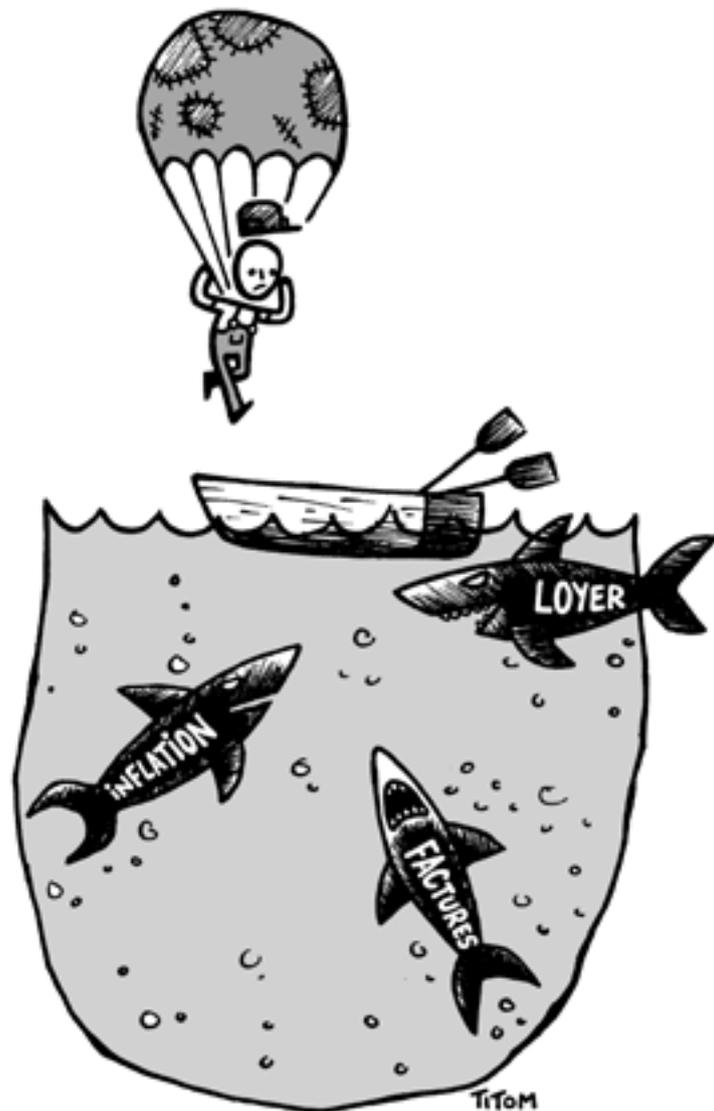
► C'est à peu près l'inverse de ce qui se passe aujourd'hui.

**O.H.:** En effet. En pratique, l'insuffisance de revenu crée du chômage, une insuffisance de la demande, et in fine de la pauvreté. A cela s'ajoute la désindustrialisation. Aux Etats-Unis depuis 2002 (c'est-à-dire il n'y pas si longtemps que ça), on a vu une diminution de

res, typiquement dans les titres services chez nous, les temps partiels, les ALE... Sur la même période, on voit aux Etats-Unis, au Royaume Uni et dans la zone euro une augmentation de 10% d'emplois "peu sophistiqués", dans des secteurs comme les services aux particuliers, la distribution, l'horeca, les loisirs. Il y a donc un transfert d'emplois de l'industrie vers ces nouvelles filières. Mais ces nouveaux emplois sont de moins bonne qualité: les rémunérations y sont faibles, le temps de

## UN CHOC RUDE

Je suis carrément fâché quand je vois la Commission qui publie ses prévisions pour 2009. Pour la Belgique, on y lit que l'augmentation du chômage devrait contribuer... à ralentir l'inflation. Voilà leur objectif, noir sur blanc! Alors que le risque aujourd'hui, c'est la déflation! Et ça, dans une économie fortement endettée, c'est la catastrophe! Car avec la déflation (baisse des prix), la valeur des



dettes augmente, ce qui les rend encore plus difficiles à rembourser. C'est le scénario de 1929.

Or aux Etats-Unis nous y sommes: les prix y ont diminué en novembre. Si ça se confirme, ils sont par terre! Au niveau mondial, le FMI prévoit une croissance de 2%, alors qu'on a des pays comme l'Inde, la Chine, le Brésil qui sont en pleine croissance et en pleine industrialisation. L'OIT prévoit lui 200 millions de chômeurs en plus suite à la crise. Aux Etats-Unis 3 millions de personnes sont à la rue. En Belgique le chômage temporaire augmente déjà et certaines études prévoient 80.000 chômeurs en plus d'ici fin 2009. Le choc va être vraiment rude, je le crains.

► **Dans ce cadre, que pensez-vous des discours lancinants sur "la lutte contre la pauvre-**

**té", les nombreux rapports, les plans, les indicateurs?**

**O.H.:** Telle qu'elle est conçue aujourd'hui, la lutte contre la pauvreté c'est un emplâtre sur une jambe de bois. Pour réellement lutter contre la pauvreté, il faut augmenter les salaires et améliorer l'accès à l'emploi, par exemple via une réduction du temps de travail sans perte de salaire avec embauche compensatoire. Au final, il faut une répartition équitable des richesses créées.

La lutte contre la pauvreté, en réalité c'est une aumône. Les gens n'ont même pas ce à quoi ils ont droit. Le salaire minimum à 21 ans est de 1380 euros brut par mois. A Bruxelles pour un deux-chambres il faut compter au minimum 600 ou 700 euros... Et d'un autre côté on entend qu'il faudrait ceinturer les

salaires. On nous parle de compétitivité, mais on ne prend en compte que le salaire quand on parle de la compétitivité-prix. Or ces dernières années l'euro s'est apprécié de 30 à 50% face au dollar. Et dans le même temps on rechigne à des hausses de salaire de 2 à 3%.

C'est oublier aussi que le salaire n'est pas la seule composante du prix. L'augmentation faramineuse des profits pèse aussi sur les prix! Nous les payons, ces profits! Or on ne parle jamais de limiter les bénéfices, qui pèsent de plus en plus sur les prix. Le discours néolibéral est complètement creux, rempli de tautologies. Il nie sans cesse les faits.

Le résultat, en pratique, c'est que la pauvreté (définie comme 60% du revenu médian) a doublé

en Belgique depuis les années 60. A cause de la stagnation des salaires. On s'oriente de plus en plus vers le modèle américain. Aux Etats-Unis, ils ont appliqué un autre "policy-mix": beaucoup d'emplois précaires, peu payés, et peu de chômage. Au final, ce que le patronat veut c'est tout le monde au travail, mais dans des emplois de merde!

Mais l'enjeu fondamental reste la distribution primaire, c'est-à-dire le partage de la valeur dans l'entreprise entre les salaires et les bénéfices. Les politiques sociales ne sont qu'une "correction" ex-post à cette distribution primaire trop inégalitaire et inéquitable. ■

❶ Olivier Hubert est coauteur, avec Raphaël Van Breugel, de "L'anticapitalisme démocratique, Essai pour un monde sans exploitation rentière", à paraître prochainement aux Editions Bénévent.

# Pour un nouveau "Bretton Woods" leçons de Jacques Sapir

Le thème du "Nouveau Bretton Woods" a été au centre des discussions qui ont entouré la préparation du sommet du G-20 du 15 novembre 2008 à Washington. Ce sommet a donné des résultats plus que décevants. Pourtant, les mouvements sociaux doivent lutter pour qu'une réelle réforme voie le jour; une réforme qui s'inspire des leçons du passé. Problème: le système économique, financier, monétaire international est imbriqué dans la réalité des rapports de force internationaux où les Etats-Unis mènent la danse. L'enjeu est donc aussi géopolitique: les USA

**EN 1944, LA NÉGOCIATION DES ACCORDS DE BRETTON WOODS VIT S'OPPOSER LA VISION DE JOHN KEYNES À CELLE DES AMÉRICAINS. AUJOURD'HUI, JACQUES SAPIR IMAGINE UNE SORTIR DE LA CRISE ACTUELLE EN TIRANT LES LEÇONS DE CE PASSÉ.**

**/ D'après un texte de Jacques Sapir, directeur d'étude à l'EHESS**  
Morceaux choisis **1**

**“ SE RÉSOUDRE AU CHÔMAGE DE MASSE OU SORTIR DU SYSTÈME TEL QU'IL FONCTIONNE.**

accepteront-ils, pacifiquement, une remise en cause de leur "hyper puissance"?

Pour comprendre les enjeux des discussions qui s'annoncent, il convient de comprendre dans quelles conditions ont été tout d'abord préparés puis signés et mis en oeuvre les accords de Bretton Woods et comment ils se sont peu à peu délités pour aboutir à la situation que l'on connaît depuis les années 1980.

La désintégration du cadre fixé par Bretton Woods a permis aux Etats-Unis d'affirmer leur hégémonie monétaire au moment même où

les bases économiques et géopolitiques de cette hégémonie devenaient progressivement de plus en plus discutables et discutées. Ceci constituait un facteur d'instabilité,

boles. On peut cependant montrer que le lien entre l'ouverture extérieure et une croissance stable est pour le moins douteux. Le système monétaire international régressa alors vers une situation d'instabilité systémique dont la crise de 1997-1999 fut le point d'orgue, en Asie, en Russie, mais aussi en Amérique Latine.

L'instabilité systémique conduisit alors un nombre croissant de pays à mettre en oeuvre des stratégies unilatérales de précaution, passant par une accumulation excessive de réserves de change (si bien que le monde finance la croissance et l'endettement américain). De telles stratégies ne furent possibles que par des politiques de prédation sur le commerce international, qui induisirent dans les pays développés une forte déflation salariale.

Cette pression mondiale sur salaires a abouti simultanément à l'endettement des ménages et à la baisse de leur solvabilité. Dans un contexte marqué par la libéralisation financière, cet endettement suscite une explosion de l'innovation financière. On a ici les causes profondes de la crise actuelle qui

était le type même de situation que les propositions originelles de Keynes visaient à empêcher.

## **KEYNES ET LES ACCORDS DE BRETTON WOODS**

Les accords de Bretton Woods ont été signés le 22 juillet 1944 après trois semaines de débats ininterrompus auxquels avaient participé 730 délégués représentant 44 pays dont l'Union soviétique. Cette conférence avait pour objectif de préparer les conditions de la reconstruction des pays développés. Il s'agit alors, dans l'esprit des principaux négociateurs (dont J.M. Keynes pour la Grande-Bretagne) de ne pas répéter les erreurs qui ont suivi la fin de la 1ère Guerre mondiale et de tirer les leçons de l'effondrement du système monétaire et financier mondial consécutif à la crise de 1929.

Le système de Bretton Woods tel qu'il émergea traduit un affrontement violent entre la conception des Etats-Unis qui souhaitaient (et réussirent) à imposer leur conception de l'ordre mondial et celle de l'économiste J.M. Keynes, qui dirigeait la délégation britannique et tenta de faire valoir une vision plus globale qu'il avait élaborée de-



## QUAND LE BATEAU COULE, FAUT-IL SAUVER LES SABORDEURS?

puis 1941. Pour lui, il y avait trois conditions pour un ordre monétaire international.

Première condition: la liquidité internationale devait être garantie quelles que soient les conditions, ce qui impliquait que ni l'or ni la monnaie d'un pays ne puissent être à la base du système. Keynes s'était rallié dès 1938 à l'idée d'une monnaie internationale (connue sous le nom de BANCOR) et qui avait été avancée par d'autres économistes. Pour Keynes cette monnaie internationale, aurait été une pure monnaie bancaire. Cette monnaie internationale aurait été gérée par un organisme mondial dépendant des Nations unies dans le cadre d'une Union monétaire. La gestion du BANCOR ne prenait sens

que dans la logique d'un système international des règlements. Ceci conduisait Keynes à préconiser la mise en place d'une Banque des règlements (BR) qui aurait crédité directement les banques centrales des pays membres en BANCOR (convertible dans les devises nationales) en fonction des besoins.

Deuxième condition: ce système devait aussi décourager les politiques de prédation sur le commerce international ainsi que les politiques visant à faire refinancer ses propres déficits par son voisin. Cette seconde condition concernait les incitations conduisant à réguler les comportements. Keynes estimait que les excédents comme les déficits devaient être également pénalisés. Un pays en

excédents aurait été créateur à la Banque des règlements. Il aurait dû payer des intérêts sur son solde créateur tout comme un pays en déficit aurait dû payer des intérêts sur un solde débiteur.

Enfin, troisième condition, le système devait laisser aux pays la plus grande liberté possible pour mener des politiques de plein-emploi et de développement. Le contrôle des capitaux apparaît comme un point central du dispositif global imaginé alors par Keynes. La fonction des systèmes de contrôle des changes et de contrôle des capitaux, au-delà de la prévention de mouvements déstabilisants, est justement de préserver la souveraineté de la politique économique nationale. Keynes

considère que la circulation libéralisée du capital, prive les nations de la liberté de leurs choix sociaux. Elle condamne à terme l'existence de la propriété privée et empêche le fonctionnement des institutions démocratiques.

Il ne fait aucun doute qu'une telle position mettrait Keynes directement en conflit avec ses interlocuteurs américains. Son engagement en faveur d'un système de taux de change fixes mais révisables est indiscutable. La stabilité des taux de change doit s'accompagner de celle des cours des matières premières. Ainsi, il donne à la Banque des règlements qui doit mettre en œuvre la monnaie internationale et gérer l'Union monétaire la mission de financer un contrôle des matières premières. Cette disposition découle, semble-t-il, de la compréhension que Keynes a de l'importance d'une stabilité des cours pour le développement de certains pays (que l'on ne désigne pas encore comme le Tiers Monde).

### LES OCCASIONS MANQUÉES DE BRETTON WOODS

Les principaux points de conflit avec le gouvernement américain, et ce dès la période préparatoire à la conférence de Bretton Woods, furent:

#### ► La nature de l'instrument de référence

Les Etats-Unis, imposèrent le rôle central du dollar dans le système d'après-guerre et la référence à l'or mais à travers la référence au dollar et à la livre Sterling (ce point étant une concession de façade à la délégation britannique), ces deux monnaies étant promues au statut de "monnaies internationales de réserve". La parité or du dollar (35 USD pour 1 once d'or) devint la base du système. Toutes les monnaies devant être convertibles en dollar ou en livre. L'idée de Bancor et de l'Union monétaire internationale furent donc abandonnées, signant ici une défaite majeure de Keynes. →

## ► La nature des règles financières

Les Etats-Unis imposèrent comme norme le principe de la libéralisation totale des mouvements financiers, même s'ils durent concéder à Keynes que les statuts du FMI prévoient qu'un pays peut adopter un contrôle des changes à condition que ce dernier ne soit pas discriminatoire (tous les pays doivent être traités par ce système de manière égale). Le FMI qui émergea à Bretton Woods était une institution très différente de la Banque des règlements voulue par Keynes. En particulier, le FMI ne pouvait être le régulateur de la liquidité internationale, ce rôle incombant de facto au Trésor américain.

## ► Les règles commerciales

Si la Conférence de La Havane qui se tint en parallèle devait admettre la possibilité de protections tarifaires, deux des principales idées de Keynes étaient ici absentes soit la pénalisation des excédents commerciaux et la création de la caisse de stabilisation des cours des matières premières.

## LA MARCHÉ AU DÉSORDRE MONÉTAIRE

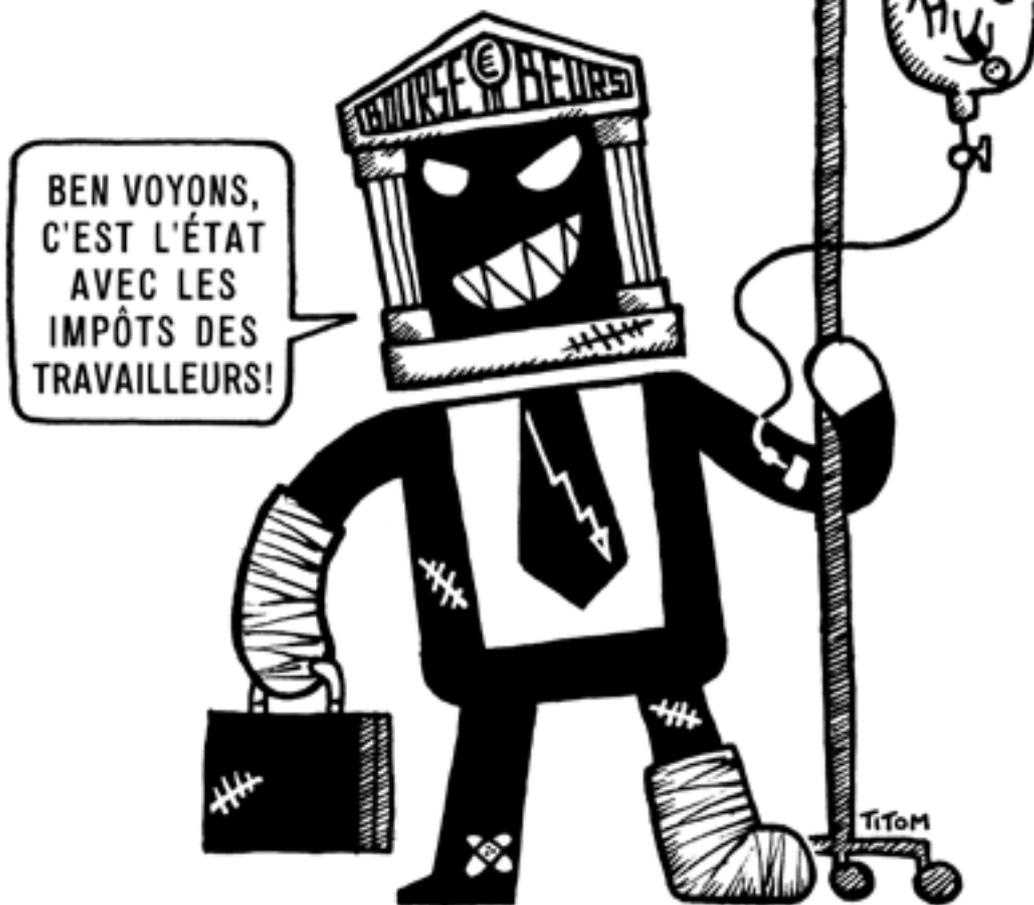
Le système de Bretton Woods a connu des évolutions majeures. Les deux évolutions les plus significatives ont été la rupture du lien entre le dollar et l'or et l'abandon

du système des taux de change fixes au profit des taux de change flottants. Ces deux évolutions signent la mort du système après une période de décomposition qui va de 1958 à 1973.

L'UEP (voir encadré) fut dissoute en décembre 1958. Cette année, 1958, marque aussi la date réelle d'application des accords de Bretton Woods. Le retour de tous les pays développés (hors l'URSS

et les pays du CAEM) à la convertibilité totale fut, à l'époque, saluée comme un progrès alors qu'elle ne faisait que mettre en marche la mécanique qui devait inéluctablement conduire à la révélation des limites

### QUI C'EST QUI VA PAYER POUR RENFLOUER LE SYSTEME CAPITALISTE QUI SE CASSE LA GUEULE?



## L'UEP ou la victoire posthume de Keynes

Si les accords de Bretton Woods ne rencontraient pas les idées de Keynes, pourquoi l'Europe continentale réussit-elle son développement? La réponse tient pour partie en trois lettres : U.E.P. ! L'Union Européenne des Paiements permet la croissance européenne car elle répondait aux principes défendus par Keynes.

L'Union Européenne des Paiements était une architecture globale qui visait à développer les relations économiques entre les pays membres tout en diminuant les pressions sur les monnaies nationales. C'est au départ un système de règlement entre pays ca-

ractérisé par un fort contrôle des changes, et où seuls les soldes de fin de période doivent être payés en devises. Ce système fonctionnait sous l'égide d'une Banque des Règlements, dotées par les Etats-Unis d'une trésorerie initiale, créditant les Banques Centrales des pays membres.

L'UEP, à une échelle réduite, correspondait donc aux idées de Keynes, même si elle n'intégrait pas toutes ses idées et en particulier la caisse de stabilisation des matières premières. Cependant, on peut trouver un écho de cette dernière idée, sous la forme limitée de la Communauté Européenne du Char-

bon et de l'Acier, qui devait permettre une mise en commun des deux ressources qui à l'époque sont au cœur de la reconstruction économique de l'Europe occidentale.

L'UEP fut un grand succès économique et elle contribua puissamment au relèvement des pays d'Europe occidentale qui y participèrent, en particulier la France, l'Italie ou l'Allemagne de l'Ouest. Elle constitua une victoire posthume de Keynes dont elle validait pleinement les idées. Pourtant la Grande-Bretagne refusa d'y participer, signant par là le début d'un long déclin économique.

# Leçons d'un demi-siècle d'errements

du système de Bretton Woods. Ce dernier n'avait réellement fonctionné que parce que l'on s'était éloigné dès l'hiver 1948-1949 de ses principes pour se rapprocher, l'UEP en témoigne, des idées de Keynes.

Il faut cependant noter que 1958 est aussi la date du début du conflit franco-américain sur le système monétaire international. La France était la seule à s'opposer au principe d'une décision prise à la majorité simple ainsi qu'aux mesures devant conduire à la liberté complète des capitaux. La suprématie monétaire américaine devint alors contestée à partir de la fin des années 1950, en raison de la reconstruction des économies ouest-européennes et japonaises qui commença à confronter l'économie américaine à une concurrence qu'elle n'avait plus connue de fait depuis 1939.

Utilisant le dollar pour financer leurs énormes dépenses liées à la Guerre du Vietnam et à la course aux armements contre l'URSS, les Etats-Unis ne pouvaient plus garantir le lien entre le dollar et l'or. Les autorités américaines suspendirent unilatéralement cette convertibilité le 15 août 1971, ce qui représentait de fait un Défait de la part des Etats-Unis, dans la mesure où la monnaie est une dette et que la contrepartie du dollar était supposée être de l'or. Cette décision transformait de fait le système monétaire international en pur "système Dollar" sans qu'aucun contrôle ne s'exerce plus sur les États-Unis.

Les taux de change, qui étaient normalement fixés (mais révisables) furent progressivement abandonnés au marché lors de la conférence de la Jamaïque en 1973. Le passage aux changes flottants, qui est cohérent avec les progrès de l'idéologie monétariste et néo-libérale, a induit les très brutales fluctuations que l'on a connues depuis la fin des années 1970 et la nature de plus en plus spéculative du système et ce jusqu'à la crise actuelle.

**Rétrospectivement, on voit que le système de Bretton Woods représentait probablement un compromis boiteux. En outre, les conditions de l'immédiat après-guerre et de la Guerre Froide ont créé un contexte où de fait il ne fut appliqué que très partiellement. Jusqu'en 1958, le système qui s'applique en Europe est plus proche des idées de Keynes que de la lettre de Bretton Woods.**

**L'ÉVIDENCE DE LA CRISE ET LA FIN DE L'HÉGÉMONIE FINANCIÈRE AMÉRICAINE**  
Aujourd'hui le système est en crise parce que l'économie américaine est profondément en crise et parce que les Etats-Unis ne sont plus la puissance hégémonique. La reconstruction d'un système monétaire et financier mondial est donc un enjeu central, car il s'agit bien ici d'un "bien public" pour la communauté internationale. De ce point de vue, les résultats du sommet du G-20 du 15 novembre 2008 apparaissent comme particulièrement décevants. Ce sommet sur la réforme du système monétaire international et la crise financière a accouché d'une souris. La déclaration finale est accompagnée d'une proclamation d'attachement à la libéralisation financière et d'un rejet de toutes mesures protectionnistes.

**Or, ces deux libéralisations sont celles qui ont conduit aux pratiques que l'on cherche à régler et qui sont à la base de la crise actuelle. La seule réglementation qui serait réellement susceptible de permettre un retour à la stabilité est une réglementation limitant de manière drastique la circulation des capitaux spéculatifs et encadrant de manière restrictive l'innovation**

financière. Or, les participants au G-20 se refusent à envisager cette solution. Il faudra donc se résoudre au chômage de masse ou sortir du système tel qu'il fonctionne.

## L'ALTERNATIVE PAR LA FRAGMENTATION

De cet échec va naître dans les mois qui viennent un processus de fragmentation du système monétaire et financier international. Le point de rupture entre partisans du désordre ancien et partisans d'une véritable reconstruction du système monétaire financier se concentrera sur deux questions: le contrôle des capitaux et des formes de protectionnisme permettant d'éviter l'importation des effets dépressifs des politiques de certains pays.

Seule la combinaison du contrôle des capitaux (le retour à la convertibilité en compte courant) et de mesures de protection peut permettre de créer des espaces de stabilité au sein du désordre actuel. Seule cette combinaison peut garantir l'articulation entre des règles négociées de comportement entre pays pour éviter les politiques prédatrices (commerciales, sociales ou écologiques) et la liberté d'action – la souveraineté des politiques économiques et sociales – qui est nécessaire pour que chaque pays puisse trouver sa propre trajectoire sociale et économique de développement.

Pour ne pas refaire une fois de plus, une fois de trop, les mêmes erreurs, il convient de bien se pénétrer des leçons des débats de 1941 à 1946 sur la reconstruction du système monétaire international, ainsi que de celles de la désintégration du système de Bretton Woods.

## L'ASCENSION ET LA TRANSFORMATION DU FMI

La fin du système de Bretton Woods va entraîner une modification radicale du FMI. Durant les années 1950 et 1960 son rôle est mineur. La Banque Mondiale joue un rôle bien plus important. Quand se développa la "crise de la dette" en 1982 liée aux facilités qui avaient été faites pour laisser les pays en développement s'endetter, puis au très brutal relèvement des taux d'intérêts américains, le FMI se transforma

radicalement. Evinçant en bonne partie la Banque mondiale, le FMI devint une institution cherchant à imposer des politiques économiques globales aux pays connaissant des difficultés financières.

On sait les désastres économiques et sociaux que tout ceci provoqua entre 1981 et 1999. Le FMI propose systématiquement des politiques qui ont pour effet de contracter l'activité du pays qui se soumet à ses conseils. Le FMI chercha aussi à imposer comme norme non pas

la simple convertibilité "de compte courant" mais celle "de compte de capital". (L'économie réelle est ici supplantée par l'économie financière.) En voulant étendre de la manière la plus absolue la liberté des capitaux, le FMI est alors devenu l'instigateur de la plus globale des machines infernales qui conduit à la crise actuelle. ■

① Extraits de "L'économie politique internationale de la crise et la question du "nouveau Bretton Woods". Leçons pour des temps de crise", texte inédit (32 p.). Version intégrale disponible sur [www.asbl-csce.be](http://www.asbl-csce.be)